

Convention collective

IDCC : 9461. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(LOT)**

(6 mai 1969)

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 8 février 1970)

■ *Journal officiel* du 18 janvier 2007

**Arrêté du 10 janvier 2007 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations agri-
coles du département du Lot (n° 9461)**

NOR : AGRF0700121A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 1969 portant extension de la convention collective de travail du 6 mai 1969 concernant les exploitations agricoles du département du Lot et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 13 juillet 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 18 novembre 2006 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 119 du 13 juillet 2006 à la convention collective de travail du 6 mai 1969 concernant les exploitations agricoles du département du Lot sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et

tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion du membre de phrase « et des chasses privées dont l'activité comporte un prolongement agricole. » figurant au premier alinéa de l'article 1^{er} (Champ d'application professionnel) de la convention tel qu'il résulte de l'avenant.

L'article 36-9 (Travail de nuit) de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant, est étendu sous réserve du respect des articles L. 213-7 et L. 213-8 du code du travail interdisant le travail de nuit des jeunes de moins de 18 ans, sauf exception prévue à l'article L. 213-10 du même code.

Le point *b* (Traitements phytosanitaires) de l'article 59 *bis* (Vêtement de pluie et produits phytosanitaires), tel qu'il résulte de l'avenant, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code du travail (*JO* du 21 septembre 2006).

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

Le directeur du travail,

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/45 en date du 9 décembre 2006, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.